

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARPI THINKTECH

112, Chemin de Mure
Zac du Dauphiné
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-210-FP
Code AIOT : 0010600343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement SARPI THINKTECH implanté 112, Chemin de Mure Zac du Dauphiné 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI THINKTECH
- 112, Chemin de Mure Zac du Dauphiné 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0010600343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Sur son site de 4 ha, la société GRS VALTECH, filiale de Veolia, exerce actuellement des activités d'ingénierie (environ 60 ETP intervenant au niveau national ou international): études de conception / fabrication d'unités dans le domaine des biogaz / effluents / pollutions souterraines.

Le classement initial ICPE de ce site, en 2004, visait principalement l'activité de désorption thermique. Les rubriques principales actuelles sont : 2716-1, 2718-1, 2770-1 et 2, 2771, 2790-1 et 2, 2791-1, 3510, 3550.

En 2017, est entériné par un arrêté préfectoral complémentaire le classement SEVESO Seuil Haut du site au titre de substances présentes dans les terres reçues, et le classement IED avec comme rubrique principale la rubrique 3510 : élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.

Fin 2022, les activités historiques de réception et de traitement de terres polluées ont été suspendues pour des raisons économiques et organisationnelles. En 2023, cette filiale devient SARPI ThinkTech. L'unité de désorption thermique est en démantèlement depuis la fin de l'année 2024.

À moyen terme, SARPI ThinkTech souhaite développer à Saint-Pierre-de-Chandieu un «hub» logistique de charbon actif (notamment le charbon actif de type «eau»), dans le cadre de l'activité «Plug and Sorb» opérée par le groupe, via des opérations de tri / transit / regroupement (TTR) de filtres à charbon actifs neufs et usagés.

Ce projet de hub a été porté à connaissance de la DREAL en 2023, qui a rédigé un arrêté de prescriptions complémentaires en 2024 afin d'encadrer ces nouvelles opérations et notamment le stockage de charbon actif.

Le site envisage également de développer à moyen terme une activité de transit et regroupement de déchets d'émulseurs fluorés, contenant des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS).

Ce projet a été porté à la connaissance de la DREAL en 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 20/09/2023	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 1.7.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.3.11.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.3.11.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	PAC émulseurs	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 1.7.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites de l'inspection du 28/06/2025	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, 2.7	Sans objet
3	Suites de l'inspection du 28/06/2025	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, 4.2	Sans objet
4	Suites de l'inspection du 28/06/2025	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de l'inspection du 30/06/2025 que le dernier Porter à connaissance de l'exploitant pour la future activité de transit / regroupement de déchets d'émulseurs fluorés doit faire l'objet de compléments permettant de s'assurer d'une bonne gestion du risque engendré par la réception d'un nouveau type de déchet (semi-liquide) sur le site de Saint Pierre de Chandieu.

L'Inspection note le récent démantèlement de l'ancienne unité de désorption thermique, située dans le bâtiment principal. Il est attendu de la part de l'exploitant un nettoyage complet et efficace du passif laissé par l'ancienne activité de traitement thermique (poussières, sol endommagé), préalablement à l'implantation des futures activités de transit (émulseurs fluorés à court terme, filtres à charbon actif à moyen terme).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 20/09/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 1.7.3
Thème(s) : Autre, Situation administrative, suspension d'activité
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : En préparation de la future activité de regroupement de déchets d'émulseurs, l'exploitant indique que la zone Sud du bâtiment principal a été nettoyée sur les 30 premiers mètres par la société SAUDI sur les mois de septembre et octobre 2024. La prestation réalisée incluait le nettoyage de la toiture, des murs ainsi que du sol. Lorsque le transit de charbon actif sera en place, l'exploitant s'assurera d'un espacement minimum de 10 m entre les zones « transit charbon actif » et « regroupement de déchets d'émulseurs », et mettra en place des murs coupe feu au centre du bâtiment. L'Inspection questionne SARPI sur le risque d'exposition des travailleurs aux poussières qui pourraient être dégagées depuis la partie du bâtiment non-nettoyée. L'exploitant répond que le risque est très limité car l'exposition sera très courte en raison, d'une part, de la faible fréquence des arrivées de déchets et de départ des camions citernes et, d'autre part, des manœuvres d'engins restreintes à la zone nettoyée en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte-tenu des constats formulés précédemment, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre un échéancier pour le nettoyage de la seconde partie du bâtiment (zone Nord), tenant compte des coûts associés aux opérations et du planning de mise en place de l'activité de transit de charbon actif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suites de l'inspection du 28/06/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, 2.7
--

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection note que le rapport de contrôle APAVE de septembre 2024 affiché en séance évoque, entre autres, une non-conformité liée à la présence de poussières sur des armoires électriques du bâtiment principal, pouvant entraîner un risque d'incendie.</p> <p>L'exploitant signale que l'unité de désorption thermique est en cours de démantèlement depuis fin 2024 et que, dans ce cadre, les armoires en question ont été retirées.</p> <p>La visite terrain a permis à l'Inspection de constater que l'ancienne salle de contrôle de l'unité de désorption, et les armoires correspondantes, ont été retirées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera de la réalisation du reste des actions correctives demandées par l'APAVE dans son dernier rapport de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites de l'inspection du 28/06/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <p>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant</p>

des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

« Objet du contrôle :

- présence des extincteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;
- présence de plans des locaux, avec descriptions des dangers associés ;
- présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an. »

Constats :

SARPI indique avoir reçu le matériel de détection incendie mais ce dernier n'a pas encore été installé en raison d'une absence de visibilité de l'exploitant sur le lancement de l'activité de transit de charbon actif.

La dernière offre d'ARTEMIS, consultée en séance, évoque l'installation de 2 caméras dans le bâtiment principal : une pour le stock de big-bags et une autre pour les filtres à charbon.

Questionné par l'Inspection, SARPI signale que le plan d'implantation des moyens d'extinction est en cours de modification, tenant compte des projets de transit de charbon actif (en attente) et de réception de déchets d'émulseurs (imminent).

En parallèle, le Plan d'Opération Interne (POI) est également en cours de modification, pour tenir compte des projets évoqués précédemment.

L'exploitant indique que l'implantation initiale des zones de stockage des filtres à charbon actif a été modifiée dans le cadre du projet de transit / regroupement de déchets d'émulseurs (décalage vers le Nord du bâtiment).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'Inspection un délai prévisionnel de finalisation du plan d'implantation des moyens de détection / extinction ainsi que du POI, et transmettra ces documents une fois établis.</p> <p>L'exploitant indiquera également si la dernière offre d'ARTEMIS est compatible avec la nouvelle implantation prévue des stockages de filtres à charbon actif.</p> <p>L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité, en temps voulu, de tester l'efficacité de la détection incendie.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suites de l'inspection du 28/06/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. <p>L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. il s'assure que les installations utilisées pour ce traitement sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé par l'Inspection concernant l'absence d'activité d'incinération mentionnée dans l'arrêté préfectoral de la société SPUR, l'exploitant indique que les déchets entrent chez SPUR, pour déconditionnement et mise en vrac, et sont ensuite incinérés sur le site de la société SOLAMAT, situé également sur la commune de Rognac (13).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande la transmission par l'exploitant de l'arrêté préfectoral du site SOLAMAT, pour confirmation de leur autorisation d'incinérer.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.3.11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et échantillonnage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.</p> <p>Préalablement à chaque prélèvement, une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chaque ouvrage.</p> <p>Les valeurs obtenues, ramenées au niveau de référence NGF, sont consignées dans un registre établi à cet effet et sont utilisées pour l'établissement de cartes permettant de suivre le comportement hydrodynamique de la nappe souterraine au droit et à proximité du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confié la surveillance des eaux souterraines au bureau d'études ANTEA. Le dernier rapport de surveillance établi pour l'année 2024 est affiché en séance.</p> <p>L'Inspection constate que le rapport ne contient pas de carte hydrodynamique permettant de suivre le comportement de la nappe au droit du site et à proximité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte-tenu des résultats du diagnostic environnemental établi dans le cadre de la cessation en cours révélant des pollutions concentrées sur le site, ainsi que de la pollution historique aux COHV évoquée dans le rapport ANTEA, l'Inspection demande à l'exploitant de faire en sorte qu'une ou des cartes hydrodynamiques soient produites dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Celle(s)-ci pourra(ont) apparaître dans le prochain rapport ANTEA, suite à la campagne de mesures du second semestre 2025 (décembre 2025).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.3.11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Nature et fréquence des analyses

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les résultats des analyses et des mesures du niveau piézométrique sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès leur réception assortis de tout commentaire utile (comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe, évolution des résultats par rapport aux années précédentes, comparaison avec les valeurs de référence du guide méthodologique de gestion des sites (potentiellement) pollués, anomalies décelées, calculs d'incertitudes, ...).</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.</p> <p>Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que le référentiel employé par l'exploitant pour les paramètres surveillés ne repose que sur l'arrêté 11/01/2007 relatif à l'évaluation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'étoffer le référentiel utilisé pour l'évaluation de la qualité des eaux souterraines au droit du site, en employant également l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.</p> <p>Celle(s)-ci pourra(ont) apparaître dans le prochain rapport ANTEA, suite à la campagne de mesures du second semestre 2025 (décembre 2025).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : PAC émulseurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 1.7.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Porter à connaissance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p>

À la demande de l'Inspection, la dernière version du Porter à connaissance de l'exploitant déposé auprès de la Préfecture le 12 juin 2025, relatif au développement d'une activité de transit / regroupement de déchets d'émulseurs fluorés, est présentée en séance.

L'Inspection constate à la lecture du document, ainsi qu'au gré des échanges avec l'exploitant :

- un décalage des zones de stockage des filtres à charbon actif vers le Nord du bâtiment principal, afin de permettre la réception des déchets d'émulseurs, ainsi que du volume de stockage correspondant. Ce décalage entraînera une modification des zones d'effets calculées dans le cadre du Porter à connaissance relatif au transit de charbon actif demandé par SARPI ThinkTech en 2023.
- l'absence d'éléments relatifs à la traçabilité des déchets d'émulseurs entre les sites clients et l'exutoire final en Allemagne.
- l'absence d'éléments concernant la gestion des pollutions accidentelles liées à la nouvelle activité.
- l'absence d'éléments relatifs à la zone de chalandise des déchets réceptionnés.

La visite terrain, au sein du bâtiment principal, a également permis de constater en partie Sud (future zone d'accueil des GRV de stockage) que, d'une part, le sol n'était pas correctement nettoyé et que, d'autre part, le sol était très irrégulier et endommagé, ce qui pourrait réduire la capacité de rétention prévue par l'exploitant dans le dossier.

En outre, la porte d'entrée ne semble pas étanche, ce qui pourrait entraîner des départs de produits vers l'extérieur du bâtiment.

Un morceau d'isolant sur la toiture côté Sud a également été vu durant l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le Porter à connaissance déposé le 12/06/2025, à l'aune des constats établis précédemment :

- sur la traçabilité des déchets d'émulseurs entre les sites clients et l'exutoire final en Allemagne.
- sur la gestion des pollutions accidentelles liées à la nouvelle activité (définition de scénarios accidentels avec pertes de produit dans et à l'extérieur du bâtiment, et mesures associées)
- sur la zone de chalandise des futurs déchets réceptionnés.

Il est également demandé à l'exploitant de revoir les modélisations d'effets thermiques effectuées dans le cadre du Porter à connaissance précédent (transit de filtres à charbon actif), compte-tenu de l'évolution des zones de stockage (et du volume correspondant) dans le bâtiment principal.

Les cartographies d'effets correspondantes seront transmises à l'Inspection dans les meilleurs délais et les nouveaux volumes de stockage seront précisés. Ces éléments viendront modifier l'addendum à l'étude de dangers du site SARPI ThinkTech de Saint Pierre de Chandieu, transmis avec le Porter à connaissance du 23/10/2023.

Enfin il est demandé à l'exploitant de retirer l'isolation résiduelle de la toiture, proche de l'entrée du bâtiment principal côté Sud.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois